

Loi sur les prêts aux petites entreprises

**Rapport annuel des activités pour la période
de 12 mois se terminant le 31 mars 1996**



Industrie Canada Industry Canada

Canada

Loi sur les prêts aux petites entreprises

**Rapport annuel des activités pour la période
de 12 mois se terminant le 31 mars 1996**



Industrie Canada Industry Canada

Canada

Minister of Industry



Ministre de l'Industrie

Ottawa, Canada K1A 0H5

The Honourable L'honorable
John Manley P.C., M.P. c.p., député

Son Excellence le très honorable Roméo LeBlanc, c.p., C.C., C.M.M., C.D.
Gouverneur général et commandant en chef du Canada
Résidence du Gouverneur général
1, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0A1

Votre Excellence,

Conformément à l'article 11 de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*, le soussigné a l'honneur de présenter à Votre Excellence le rapport sur l'application de cette loi pour la période de 12 mois terminée le 31 mars 1996.

Je vous prie d'agréer, Votre Excellence, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "John Manley".

Canada

Table des matières

	Page
Avant-propos	1
Introduction	3
Prêteurs autorisés	4
Types de prêts (ou objet des prêts)	4
Résultats d'exploitation	4
Le passif éventuel de l'État envers les prêteurs autorisés	5
Années d'activité des petites entreprises emprunteuses	7
Nombre d'employés dans les petites entreprises emprunteuses	7
Historique	8
Liste des tableaux	
Résumé des activités - Ensemble du Programme	1
Sommaire des réclamations payées, recouvrements et droits	2
PPE versés, réclamations payées, remboursements effectués et soldes impayés du capital	3
Sommaire des PPE, classés par type d'établissement de crédit et par province	4
*PPE par banque à charte et par province	4a
*PPE par <i>Credit Unions</i> , caisses populaires et sociétés coopératives de crédit, et par province	4b
*PPE par sociétés de fiducie et compagnies de prêt et d'assurance, et par province	4c
<i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> - Fiche d'information	5

*Les prêteurs qui ont eu grandement recours au programme durant l'exercice étudié sont mis en évidence dans ces tableaux

Introduction

L'objectif de la LPPE, en vigueur depuis janvier 1961, est d'encourager les prêteurs du secteur privé à augmenter la disponibilité des prêts destinés à l'établissement, à l'expansion, à la modernisation et à l'amélioration des entreprises. Une entreprise est admissible à un PPE si elle estime que ses revenus bruts ne dépasseront pas 5 millions de dollars durant l'année où le prêt est approuvé par le prêteur. Elle peut emprunter jusqu'à 250 000 \$ pour l'achat de terrains, de locaux et d'équipement. Le terme maximum de ces prêts ne peut être supérieur à 10 ans. Les entreprises d'exploitation agricole, qui sont admissibles à un prêt en vertu d'un programme différent commandité par Agriculture Canada, ne sont pas admissibles à un PPE, pas plus que les organismes de bienfaisance et les organismes religieux.

En vertu de la LPPE, le ministre avait la responsabilité de payer, durant la période couverte par le présent rapport, 90 p. 100 du montant de toute perte encourue par un prêteur et résultant d'un PPE accordé après le 31 mars 1993 et avant le 1^{er} janvier 1996, et 85 p. 100 de toute perte résultant d'un prêt accordé après le 31 décembre 1995. De tels paiements n'étaient versés que si le prêteur avait réduit au minimum ses pertes grâce à la disposition des sûretés données par l'entreprise, et à condition que les autres exigences imposées par la LPPE aient été respectées¹.

Afin de compenser les pertes mentionnées ci-dessus et de permettre à l'Administration des PPE de recouvrer ses frais, on a apporté les modifications suivantes à la LPPE et à ses règlements de 1993 :

- 1) En ce qui concerne un PPE accordé après le 31 mars 1995,
 - a) un prêteur doit payer au gouvernement des frais d'administration annuels de 1,25 p. 100 de la moyenne annuelle des soldes mensuels impayés à la fin du mois;
 - b) un prêteur ne peut compenser le coût lié aux nouveaux frais d'administration que par une augmentation du taux d'intérêt imposé à l'emprunteur.
- 2) En ce qui concerne un PPE accordé après le 31 décembre 1995,
 - a) un prêteur ne peut financer plus de 90 p. 100 (par rapport au taux précédent de 100 p. 100) du coût des actifs admissibles.

¹ Les principales exigences imposées par la Loi concernent :

- l'admissibilité de l'emprunteur, qui doit correspondre à la définition d'une entreprise commerciale;
- l'admissibilité du type de prêt pour lequel un PPE a été accordé;
- le solde maximum du PPE qui peut être dû par un emprunteur;
- la durée maximum des remboursements;
- le taux maximum d'intérêt qui peut être imposé à un emprunteur et la sûreté minimum exigée.

Prêteurs autorisés

La liste des prêteurs autorisés comprend toutes les banques à charte, les *Alberta Treasury Branches*, les sociétés coopératives de crédit (y compris les *credit unions* et les caisses populaires), les sociétés de fiducie et les sociétés de prêt et d'assurance membres de l'Association canadienne des paiements. D'autres organismes qui accordent des prêts, comme les membres de la l'Association canadienne de financement et de location, peuvent, sur demande, être désignés comme prêteurs autorisés.

Au cours du dernier exercice, environ 1 500 établissements de crédit comptant plus de 13 000 succursales ou bureaux dans tout le Canada ont accordé des prêts en vertu de la LPPE.

Types de prêts (ou objet des prêts)

Durant la période visée par le présent rapport, un prêteur autorisé pouvait accorder, entre le 1^{er} avril 1995 et le 31 décembre 1995, un PPE afin de financer jusqu'à 100 p. 100 des coûts admissibles de l'emprunteur, et jusqu'à 90 p. 100 de ces coûts après le 31 décembre 1995. Les prêts admissibles étaient les suivants :

- **prêts pour l'achat de terrains**, y compris toute structure ou tout immeuble situé sur ces terrains, nécessaires aux activités de l'entreprise;
- **prêts pour l'achat de locaux** accordés pour la rénovation, l'amélioration, la modernisation, la construction et (ou) l'achat des locaux nécessaires aux activités de l'entreprise;
- **prêts pour l'achat d'équipement** accordés pour l'achat, l'installation, la rénovation, l'amélioration et (ou) la modernisation de l'équipement nécessaire aux activités de l'entreprise;
- **prêts relatifs à des droits**, accordés pour financer les frais d'enregistrement de prêt de 2 p. 100.

Les prêts servant à financer les inventaires, le fonds de roulement, les frais de franchisage ou l'achat d'actions ne sont pas admissibles. Un PPE peut servir à refinancer les engagements ou les dépenses admissibles qui ont été encourus dans les 180 jours précédant la date de l'approbation du prêt par le prêteur.

Résultats d'exploitation

Les PPE accordés durant l'exercice 1995-1996 ont porté le total des prêts accordés depuis 35 ans en vertu de la Loi à plus de 18,2 milliards de dollars.

Durant l'exercice terminé le 31 mars 1996 (voir tableau 1) :

- plus de 34 400 prêts totalisant plus de 2,2 milliards de dollars ont été accordés;
- le montant moyen des prêts dépassait 64 800 \$, alors que, pour la période précédente de 12 mois, il était de plus de 64 300 \$.

En ce qui concerne les prêts impayés figurant dans les livres des prêteurs au 31 mars 1996 (voir tableau 3) :

- leur total dépassait 6,3 milliards de dollars;
- la dette éventuelle de la Couronne par rapport à ce total était d'environ 1,4 milliard de dollars (voir la note 2 au bas de la page 6).

Des 2,2 milliards de dollars de prêts accordés durant la période faisant l'objet du présent rapport :

- 1,631 milliard de dollars, ou 73,0 p. 100, ont servi à financer l'achat, l'installation, la rénovation, l'amélioration et (ou) la modernisation d'**équipements**;
- 397 millions de dollars, ou 17,8 p. 100, ont servi à financer la rénovation, l'amélioration, la modernisation, la construction et (ou) l'achat de **locaux**;
- 185 millions de dollars, ou 8,3 p. 100, ont servi à financer l'achat de **terrains**;
- 19 millions de dollars, ou 0,9 p. 100, ont servi à financer les **droits d'enregistrement de prêt de 2 p. 100**.

Le passif éventuel de l'État envers les prêteurs autorisés

Aussitôt que l'Administration inscrit un PPE consenti par un prêteur autorisé, l'État est ultimement responsable du remboursement de toute perte subie par le prêteur. Le montant de cette perte ne peut dépasser le résultat du calcul mentionné ci-dessous pour chaque période de prêt imposée par la Loi, relativement à un PPE qui a été accordé :

A) avant le 1^{er} avril 1993:

- (i) 90 p. 100 de la première tranche de 125 000 \$ de PPE inscrits;
- (ii) 50 p. 100 de la seconde tranche de 125 000 \$ de PPE inscrits;
- (iii) 10 p. 100 de tous les PPE ultérieurs inscrits

B) après le 31 mars 1993:

- (i) 90 p. 100 de la première tranche de 250 000 \$ de PPE inscrits;
- (ii) 50 p. 100 de la seconde tranche de 250 000 \$ de PPE inscrits;
- (iii) 10 p. 100 de tous les PPE ultérieurs inscrits.

Ainsi, le gouvernement continuera de rembourser au prêteur sa portion légiférée des pertes résultant d'un PPE, tant qu'il y aura suffisamment de fonds dans le compte de remboursement pour pertes du prêteur.

La réduction du passif éventuel du gouvernement envers chaque prêteur autorisé pour chaque période de prêt s'effectue lorsque les emprunteurs ont remboursé leurs prêts et le gouvernement a remboursé les pertes générées par les prêts. Ce dernier n'a plus aucun passif éventuel contracté en vertu de la Loi relativement aux prêts accordés avant le 1^{er} juillet 1977 (c'est-à-dire avant la période de prêt 7), puisque tous ces prêts ont été remboursés.

Depuis le 1^{er} juillet 1977, les réductions de prêt représentent un total de 11 338 325 760 \$, réparti comme suit : des remboursements de 10 823 405 982 \$ effectués par les emprunteurs et des remboursements de pertes totalisant 514 919 778 \$, effectués par le gouvernement aux prêteurs. Ce dernier montant correspond à un taux de perte de 4,5 p. 100 du total des réductions de prêt de 11,3 milliards de dollars.

Au total, ces paiements ont réduit à 6 331 871 305 \$ le montant des PPE impayés inscrits le 31 mars 1996 dans les livres de tous les prêteurs participants (voir le tableau 3).

À la même date, le passif éventuel net du gouvernement à l'égard des prêts impayés de 6 331 871 305 \$ a été réduit à un maximum de 1 378 823 555 \$².

17 670 197 065 \$	PPE inscrits entre le 1 ^{er} juillet 1977 et le 31 mars 1996 (voir tableau 3)
(10 823 405 982 \$)	Remboursements des emprunteurs
(514 919 778 \$)	Remboursements des pertes par l'État (4,5 p. 100 de l'ensemble des réductions de prêt) ³ .
(11 338 325 760 \$)	Total des réductions de prêt
6 331 871 305 \$	PPE impayés figurant dans les livres des prêteurs le 31 mars 1996 (voir tableau 3)

Ainsi, le taux de pertes relativement peu élevé (4,5 p. 100) de ce programme et l'utilisation intensive de ce dernier (plus de 2,2 milliards de dollars par année actuellement) démontrent que la LPPE favorise l'accès des petites entreprises au financement à terme, particulièrement en période économique difficile.

² Le passif éventuel net de l'État à l'égard des prêts impayés de 6,332 milliards de dollars au 31 mars 1996 a été calculé à 1,379 milliard. On estime que ce chiffre correspond à des remboursements réels d'au plus 500 millions de dollars, que l'État devra verser aux prêteurs traditionnels durant les 10 exercices suivants. Si on ajoute aux 514,9 millions de dollars de paiements déjà versés au 31 mars 1996 un montant estimatif de 500 millions de dollars de remboursements futurs, cela représente un taux de pertes cumulatives de 5,75 p. 100 des quelque 17,7 milliards de dollars de PPE accordés depuis le 1^{er} juillet 1977.

³ Les remboursements de pertes de 514 919 778 \$ versés par la Couronne, qui représentent des dettes ayant fait l'objet d'une subrogation, comprennent un montant de 98 250 132 \$ qui a été radié durant l'exercice 1995-1996, conformément aux procédures habituelles. Ceci représente une augmentation de 66 293 029 \$ par rapport au montant radié en 1994-1995. Cet accroissement résulte d'un processus initié en 1995 pour éliminer de vieux comptes comptabilisés à titre de comptes à recevoir mais à l'égard desquels il fut convenu qu'aucune somme ne pouvait plus être recouvrée.

Age of Small Business Enterprise Borrowers

From November 1987, a lender was required to report the age of a business enterprise in respect of which a BIL had been made under the SBLA. Business start-ups and young businesses continue to be recipients of the majority of BILs made under the SBLA.

Fiscal Year	Age of Business Enterprise				Sub-Total	Older Than Three years	Totals
	Start-ups	1st year	2nd Year	3rd Year			
1988-89	6 987 39.3%	1 227 6.9%	1 424 8.0%	1 107 6.2%	10 745 60.5%	7 013 39.5%	17 758 100.0%
1989-90	5 293 38.3%	940 6.8%	1 064 7.7%	921 6.7%	8 218 59.5%	5 585 40.5%	13 803 100.0%
1990-91	4 254 40.0%	700 6.6%	710 6.7%	644 6.1%	6 308 59.4%	4 316 40.6%	10 624 100.0%
1991-92	3 921 37.4%	658 6.3%	682 6.5%	660 6.3%	5 921 56.5%	4 567 43.5%	10 488 100.0%
1992-93	4 806 36.7%	828 6.3%	809 6.2%	836 6.4%	7 279 55.6%	5 813 44.4%	13 092 100.0%
1993-94	14 072 32.6%	3 120 7.2%	2 891 6.7%	2 663 6.2%	22 746 52.6%	20 468 47.4%	43 214 100.0%
1994-95	24 441 36.0%	5 541 8.2%	4 491 6.6%	3 610 5.3%	38 083 56.1%	29 838 43.9%	67 921 100.0%
1995-96	13 742 39.9%	3 502 10.2%	2 599 7.5%	1 983 5.8%	21 826 63.4%	12 627 36.6%	34 453 100.0%

Employment by Small Business Enterprise Borrowers

Employment by small business borrowers is also being reported by lenders in respect of BILs made under the SBLA since November 1987. The following employment data are reported by the lenders based on information supplied by the borrowers. (*Employment figures revised April 10, 1997.*)

Fiscal Year	No. of Borrowers	Total Employment by Borrowers	Average Employment per Borrower	Additional Employment	
				Total	Per Borrower
1988-89	17 758	83 678	4.7	37 290	2.1
1989-90	13 803	63 125	4.6	36 963	2.7
1990-91	10 624	50 433	4.7	25 549	2.4
1991-92	10 488	47 910	4.6	25 250	2.4
1992-93	13 092	58 064	4.4	23 928	1.8
1993-94	43 214	248 563	5.8	90 060	2.1
1994-95	67 921	376 935	5.5	162 120	2.4
1995-96	34 453	166 898	4.8	81 657	2.4

Background

This Annual Report on the operations of the SBLA is being presented by the Minister of Industry. The following background information outlines the distribution of responsibilities that were in force during the period covered by this report.

1. As of June 5, 1987, the Minister responsible for the *Atlantic Canada Opportunities Agency Act* became the designated Minister for purposes of the SBLA in relation to small business enterprises located in the provinces of New Brunswick, Nova Scotia, Prince Edward Island and Newfoundland.⁴
2. As of August 4, 1987, the Minister of Western Economic Diversification became the designated Minister for purposes of the SBLA in relation to small business enterprises located in the provinces of Manitoba, Saskatchewan, Alberta and British Columbia.⁵
3. As of June 13, 1991, the Minister responsible for the Federal Office of Regional Development -- Quebec became the designated Minister for purposes of the SBLA in relation to small business enterprises located in the province of Quebec.
4. The Minister of Industry continues to be the designated Minister for purposes of the SBLA in relation to small enterprises located in the province of Ontario as well as in the Northwest Territories and the Yukon Territory. The Minister of Industry also continues to be responsible for all other purposes respecting the SBLA.⁶

On January 25, 1996, the Minister of Industry was appointed the Minister responsible for the Atlantic Canada Opportunities Agency, the Minister responsible for the Federal Office of Regional Development -- Quebec and the Minister of Western Economic Diversification.

⁴ In this report, the combined area is designated as "Atlantic Canada."

⁵ The combined area of those four provinces is referred to in this report as "Western Canada."

⁶ The combined area of Ontario and the two territories is referred to in this report as "Ontario and Territories."

Toute question concernant ce rapport annuel ou d'autres aspects du programme doit être adressée au :

*Directeur
Administration des prêts aux petites entreprises
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario)
K1A 0H5*

Tableau 1

Résumé des activités - Ensemble du Programme

Période	Prêts (PPE) consentis		Montant moyen des PPE en \$	Réclamations payées	
	Nombre	Montant \$		Nombre	Montant \$
12 mois terminés le 31 décembre					
1961-1969	20 865	195 424 436	9 366	142	873 289
1970-1974	12 461	133 312 215	10 698	122	697 286
1975	4 835	82 003 157	16 960	35	237 093
1976	5 106	91 893 663	17 997	42	231 896
1977	5 001	99 636 016	19 923	72	632 794
1978	7 321	176 760 504	24 144	122	1 380 584
1979	10 822	268 786 603	24 837	152	1 788 619
1980	16 830	421 407 563	25 039	242	3 825 688
1981	17 546	522 529 088	29 781	390	6 761 102
1982	17 378	450 863 534	25 945	561	11 705 508
1983	26 484	712 845 493	26 916	998	22 283 733
3 mois terminés le 31 mars					
1984	7 601	211 368 934	27 808	368	10 724 817
12 mois terminés le 31 mars					
1985	34 743	1 005 937 892	28 954	1 533	29 079 005
1986	23 587	737 228 550	31 256	1 884	44 433 240
1987	21 143	709 286 075	33 547	1 524	37 066 765
1988	18 665	683 819 836	36 636	1 457	35 052 253
1989	17 758	682 667 264	38 443	1 436	32 345 578
1990	13 802	539 050 494	39 056	1 224	32 951 533
1991	10 626	413 258 423	38 891	1 556	33 286 976
1992	10 557	397 274 533	37 631	1 927	45 924 377
1993	13 156	502 273 250	38 178	1 826	45 181 595
1994	43 349	2 548 700 138	58 795	1 376	32 479 122
1995	68 380	4 397 039 698	64 303	1 015	23 962 663
1996	34 453	2 233 230 531	64 820	2 003	65 868 628
Total	462 469	18 216 597 890	39 390	22 007	518 774 144

Remarque: 1) Après l'année civile se terminant le 31 décembre 1983, la période à l'étude a été modifiée pour coïncider avec la fin de l'année financière du gouvernement, le 31 mars.

2) Les données sur les "PPE consentis" et la "moyenne des PPE" pour la période de 12 mois se terminant le 31 mars 1995 et antérieurement peuvent être différentes de celles qui figurent dans les rapports annuels précédents, en raison de l'enregistrement tardif des PPE de la part des prêteurs.

Tableau 2

Sommaires des réclamations payées, recouvrements et droits

Période	Réclamations				Recouvrements de créances des années antérieures en \$	Sous-total réclamations payées moins tous les recouvrements en \$	Recettes provenant des droits \$	Réclamations payées moins les recouvrements et moins les droits \$
	Nombre	Montant \$	Recouvrements \$	Sous-total brut \$ *				
12 mois terminés le 31 décembre								
1961-1969	142	873 289	-	873 289	(2 386)	870 903	-	870 903
1970-1974	122	697 286	-	697 286	(56 640)	640 646	-	640 646
1975-1979	423	4 270 986	-	4 270 986	(94 132)	4 176 854	-	4 176 854
1980	242	3 825 688	-	3 825 688	(62 036)	3 763 652	-	3 763 652
1981	390	6 761 102	-	6 761 102	(88 662)	6 672 440	-	6 672 440
1982	561	11 705 508	-	11 705 508	(63 385)	11 642 123	-	11 642 123
1983	998	22 283 733	-	22 283 733	(178 500)	22 105 233	-	22 105 233
3 mois terminés le 31 mars								
1984	368	10 724 817	-	10 724 817	(44 625)	10 680 192	-	10 680 192
12 mois terminés le 31 mars								
1985	1 533	29 079 005	-	29 079 005	(670 000)	28 409 005	-	28 409 005
1986	1 884	44 454 693	(21 453)	44 433 240	(592 178)	43 841 062	(7 101 331)	36 739 731
1987	1 524	37 331 898	(265 133)	37 066 765	(507 944)	36 558 821	(7 172 167)	29 386 654
1988	1 457	35 379 304	(327 051)	35 052 253	(1 102 547)	33 949 706	(6 639 065)	27 310 641
1989	1 436	32 675 582	(330 004)	32 345 578	(1 004 661)	31 340 917	(6 887 911)	24 453 006
1990	1 224	33 562 975	(611 442)	32 951 533	(1 364 747)	31 586 786	(5 545 077)	26 041 709
1991	1 556	33 653 689	(366 713)	33 286 976	(1 729 656)	31 557 320	(4 179 079)	27 378 241
1992	1 927	46 424 478	(500 101)	45 924 377	(1 655 259)	44 269 118	(3 931 474)	40 337 644
1993	1 826	45 938 930	(757 335)	45 181 595	(1 733 998)	43 447 597	(4 755 772)	38 691 825
1994	1 376	32 916 740	(437 618)	32 479 122	(1 943 207)	30 535 915	(47 080 551)	(16 544 636)
1995	1 015	24 092 391	(129 728)	23 962 663	(1 498 581)	22 464 082	(78 307 287)	(55 843 205)
1996	2 003	65 984 760	(116 132)	65 868 628	(1 249 607)	64 625 113	(53 599 251)	11 025 862
Total	22 007	522 636 854	(3 862 710)	518 774 144	(15 642 751)	503 137 485	(225 198 965)	277 938 520

* Correspond au montant du tableau 1

Ce tableau montre les mouvements de trésorerie pour les années indiquées, mais ne reflète pas les futures créances pour pertes à l'égard de l'encours des PPE.

Les recettes relativement importantes provenant des droits, enregistrées durant les exercices 1993-1994, 1994-1995 et 1995-1996, s'expliquent par l'augmentation notable du nombre de PPE consentis pendant ces deux exercices et la hausse du droit d'enregistrement ponctuel des prêts, qui est passé de 1 à 2 %. L'accroissement considérable prévu des réclamations pour pertes que l'État devrait payer aux prêteurs, particulièrement durant les 3^e, 4^e et 5^e années suivant les exercices 1993-1994, 1994-1995 et 1995-1996, ne sera pas entièrement contrebalancé par les recettes.

Tableau 3

PPE versés, réclamations payées, remboursements effectués et soldes impayés du capital

Périodes de prêts	PPE consenti \$	*Solde du capital de l'encours des PPE au 31 mars 1996 \$	Réductions totales sur le principal \$	Réductions brutes payées par le gouvernement aux prêteurs \$	Remboursement s des emprunteurs \$
Période 1: 19 jan. 1961/31 déc 1963	74 549 220	0	(74 549 220)	(722 023)	(73 827 197)
Période 2: 1 ^{er} jan. 1964/31 déc 1966	72 662 656	0	(72 662 656)	(471 468)	(72 191 188)
Période 3: 1 ^{er} jan. 1964/31 déc 1969	48 212 560	0	(48 212 560)	(285 712)	(47 926 848)
Période 4: 1 ^{er} jan. 1970/30 juin 1971	23 140 841	0	(23 140 841)	(352 401)	(22 788 440)
Période 5: 1 ^{er} juillet 1971/30 juin 1974	86 339 365	0	(86 339 365)	(830 647)	(85 508 718)
Période 6: 1 ^{er} juillet 1974/30 juin 1977	241 496 183	0	(241 496 183)	(5 054 826)	(236 441 357)
Sous-total 19 jan. 1961/30 juin 1977	546 400 825	0	(546 400 825)	(7 717 076)	(538 683 749)
Période 7: 1 ^{er} juillet 1977/30 juin 1980	672 550 774	122 917	(672 427 857)	(40 807 189)	(631 620 668)
Période 8: 1 ^{er} juillet 1980/31 mars 1983	1 354 210 176	1 694 058	(1 352 516 118)	(100 315 258)	(1 252 200 860)
Période 9: 1 ^{er} avril 1983/31 mars 1985	1 799 607 317	2 068 964	(1 797 538 353)	(73 103 633)	(1 724 434 720)
Période 10: 1 ^{er} avril 1985/31 mars 1990	3 352 052 222	59 020 470	(3 293 031 752)	(177 446 416)	(3 115 585 336)
Période 11: 1 ^{er} avril 1990/31 mars 1993	1 312 806 207	227 189 771	(1 085 616 436)	(62 402 461)	(1 023 213 975)
Période 12: 1 ^{er} avril 1993/31 mars 1996	9 178 970 369	6 041 775 125	(3 137 195 244)	(60 844 821)	(3 076 350 423)
Sous-total 1 ^{er} juillet 1977/31 mars 1996	17 670 197 065	6 331 871 305	(11 338 325 760)	(514 919 778)	(10 823 405 982)
Total 19 jan. 1961/31 mars 1996	18 216 597 890	6 331 871 305	(11 884 726 585)	(522 636 854)	(11 362 089 731)

* Selon les données fournies par les prêteurs avant l'impression du présent rapport.

** Les chiffres étant arrondis, leur somme ne correspond pas nécessairement aux sous-totaux et au total indiqués.

Tableau 4

Sommaire des PPE, classés par type d'établissement de crédit et par province
Du 1^{er} avril 1995 au 31 mars 1996

Prêteur	Banques à charte en vertu de la Loi sur les banques		Crédit Unions, caisses populaires et sociétés coopératives de crédit		Sociétés de fiducie, de prêt et d'assurance		Succursales du Trésor de l'Alberta		Total des PPE	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
C.-B.	2 850	189 663 121	97	5 499 998	229	16 991 425	0	0	3 176	212 154 544
Alberta	2 547	155 746 990	150	9 238 573	246	18 475 962	360	29 525 956	3 303	212 987 481
Saskatchewan	1 168	57 083 094	383	21 358 550	29	1 940 121	0	0	1 580	80 381 765
Manitoba	790	45 291 441	191	10 573 877	39	3 583 375	0	0	1 020	59 448 693
Ouest canadien	7 355	447 784 646	821	46 670 994	543	40 990 883	360	29 525 956	9 079	564 972 483
Ontario	9 769	692 239 519	216	16 504 085	430	40 662 385	0	0	10 415	749 405 989
T.-N.-O.	51	3 315 954	0	0	1	45 288	0	0	52	3 361 242
Yukon	48	4 094 801	0	0	2	137 541	0	0	50	4 232 342
Ontario et territoires	9 868	699 630 274	216	16 504 085	433	40 845 214	0	0	10 517	756 999 573
Québec	5 682	385 717 270	6 016	321 318 084	254	25 173 784	0	0	11 952	732 209 142
N.-B.	940	61 585 231	31	2 444 975	37	3 645 215	0	0	1 008	67 675 421
N.-É.	994	55 106 785	54	2 600 145	47	4 924 534	0	0	1 095	62 631 464
I.P.-É.	260	13 593 864	3	202 704	5	544 203	0	0	268	14 340 771
T.-N.	524	33 482 552	0	0	10	919 091	0	0	534	34 401 643
Canada atlantique	2 718	163 764 432	88	5 247 824	99	10 633 043	0	0	2 905	179 049 299
Total	25 673	1 696 920 622	7 141	380 740 991	1 339	117 042 928	360	29 525 956	14 453	2 231 230 457

Tableau 4a

PPE par banque à charte et par province
Du 1^{er} avril 1995 au 31 mars 1996

Prêteur	Banques à charte qui ont consenti des PPE pour 2 330 000 \$ et plus									
	Banque Royale du Canada		Banque de Montréal		Banque de Nouvelle-Écosse		Banque Canadienne Impériale de Commerce		Banque Toronto-Dominion	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
C.-B.	430	31 487 832	736	45 566 896	611	41 537 673	275	21 258 632	595	33 951 527
Alberta	438	31 727 232	384	24 466 395	485	25 324 728	744	45 203 582	360	16 555 250
Saskatchewan	339	15 194 707	190	9 528 530	295	15 100 407	225	10 901 690	100	4 822 046
Manitoba	161	8 282 846	118	7 676 529	259	15 615 757	113	6 123 550	137	7 192 759
Ouest canadien	1 368	86 692 617	1 428	87 238 350	1 650	97 578 565	1 357	83 487 454	1 192	62 521 582
Ontario	1 887	138 580 892	1 717	133 294 774	2 012	128 326 380	1 641	116 205 488	2 041	130 446 923
T.N.-O.	9	682 261	13	731 124	6	678 001	19	1 104 767	4	119 801
Yukon	3	165 316	19	1 054 356	6	1 164 179	1	65 000	18	1 396 050
Ontario et territoires	1 899	139 428 469	1 749	135 080 254	2 024	130 168 560	1 661	117 375 255	2 063	131 962 774
Québec	1 127	75 339 309	1 018	67 037 658	313	20 477 020	479	32 218 277	420	27 164 815
N.-B.	161	12 911 714	99	5 569 674	356	19 696 995	76	4 365 871	130	8 956 468
N.-É.	249	16 991 927	85	3 793 298	431	21 775 753	91	5 580 894	115	5 052 399
Î.P.-É.	32	2 070 066	45	2 111 678	55	1 920 692	79	3 198 442	44	4 005 346
Terre-Neuve	70	5 696 039	135	9 001 502	220	10 103 686	46	4 030 275	46	3 646 250
Canada atlantique	512	37 669 746	364	20 476 152	1 062	53 497 126	292	17 175 452	335	21 660 463
TOTAL	4 906	339 130 141	4 559	309 832 414	5 049	301 721 271	3 789	250 256 468	4 010	243 309 634

Tableau 4a (fin)

PPE par banque à charte et par province
Du 1^{er} avril 1995 au 31 mars 1996

Prêteur	Banques à charte qui ont consenti des PPE pour 2 330 000 \$ et plus								PPE consentis par toutes les autres banques à charte		Total des PPE consentis par l'ensemble des banques à charte	
	Banque Nationale du Canada		Banque Hongkong du Canada		Banque Laurentienne du Canada		Banque Commerciale Italienne du Canada					
Province	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
C.-B.	1	63 000	188	14 114 438	0	0	0	0	14	1 683 123	2 850	189 663 121
Alberta	2	155 375	123	11 512 854	2	129 273	0	0	9	672 301	2 547	155 746 990
Saskatchewan	0	0	19	1 535 714	0	0	0	0	0	0	1 168	57 083 094
Manitoba	1	250 000	1	150 000	0	0	0	0	0	0	790	45 291 441
Ouest canadien	4	468 375	331	27 313 006	2	129 273	0	0	23	2 355 424	7 355	447 784 646
Ontario	185	18 852 691	203	18 624 869	24	2 131 091	36	3 543 198	23	2 233 213	9 769	692 239 519
T.N.-O.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	51	3 315 954
Yukon	0	0	1	249 900	0	0	0	0	0	0	48	4 094 801
Ontario et territoires	185	18 852 691	204	18 874 769	24	2 131 091	36	3 543 198	23	2 233 213	9 868	699 650 174
Québec	2 043	137 578 652	64	4 629 466	173	15 961 971	22	2 256 100	23	3 054 002	5 682	385 717 270
N.-B.	113	9 634 393	5	450 116	0	0	0	0	0	0	940	61 585 231
N.-É.	8	788 225	15	1 124 289	0	0	0	0	0	0	994	55 106 785
Î.P.-É.	5	287 640	0	0	0	0	0	0	0	0	260	13 593 864
Terre-Neuve	2	499 002	5	505 798	0	0	0	0	0	0	524	33 482 552
Canada atlantique	128	11 209 260	25	2 080 203	0	0	0	0	0	0	2 718	163 768 432
TOTAL	2 360	168 108 978	624	52 897 444	199	18 222 335	58	5 799 298	69	7 642 639	25 623	1 696 920 622

Tableau 4b

PPE par *Credit Unions*, caisses populaires et sociétés coopératives de crédit, et par province
Du 1^{er} avril 1995 au 31 mars 1996

Prêteur	<i>Credit Unions</i> , caisses populaires et sociétés coopératives de crédit ayant consenti 2 330 000 \$ ou plus de PPE									
	Lloydminster Credit Union Ltd.		Caisse populaire Hearst Limitée		Caisse populaire de Ville D'Alma		Caisse populaire la Tuque		Caisse populaire Notre-Dame de Belleive	
Province	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
C.-B.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Alberta	7	424 320	0	0	0	0	0	0	0	0
Saskatchewan	45	3 043 341	0	0	0	0	0	0	0	0
Manitoba	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ouest canadien	52	3 467 661	0	0	0	0	0	0	0	0
Ontario	0	0	29	3 313 566	0	0	0	0	0	0
T.N.-O.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yukon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ontario et territoires	0	0	29	3 313 566	0	0	0	0	0	0
Québec	0	0	0	0	64	3 158 323	43	2 962 468	41	2 670 072
N.-B.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
N.-É.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Î.P.-É.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Terre-Neuve	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Canada atlantique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	52	3 467 661	29	3 313 566	64	3 158 323	43	2 962 468	41	2 670 072

Tableau 4b (fin)

PPE par Credit Unions, caisses populaires et sociétés coopératives de crédit, et par province
Du 1^{er} avril 1995 au 31 mars 1996

Prêteur Province	Credit Unions, caisses populaires et sociétés coopératives de crédit ayant consenti 2 330 000 \$ ou plus de PPE						PPE consentis par l'ensemble des autres Credit Unions, caisses populaires et sociétés coopératives de crédit		Valeur totale des PPE consentis par l'ensemble des Credit Unions, caisses populaires et sociétés coopératives de crédit	
	Caisse populaire Desjardins de Lebel-sur-Quevillon		Capital City Savings and Credit Union		Estevan Credit Union Ltd.		Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
C.B.	0	0	0	0	0	0	97	5 499 998	97	5 499 998
Alberta	0	0	40	2 338 368	0	0	103	6 475 885	150	9 238 573
Saskatchewan	0	0	0	0	41	2 330 173	297	15 985 036	383	21 358 550
Manitoba	0	0	0	0	0	0	191	10 573 877	191	10 573 877
Ouest canadien	0	0	40	2 338 368	41	2 330 173	688	38 534 796	821	46 670 998
Ontario	0	0	0	0	0	0	187	13 190 518	216	16 504 084
T.N.-O.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Yukon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ontario et territoires	0	0	0	0	0	0	187	13 190 518	216	16 504 084
Québec	26	2 596 616	0	0	0	0	5 842	309 930 605	6 016	321 318 084
N.-B.	0	0	0	0	0	0	31	2 444 975	31	2 444 975
N.É.	0	0	0	0	0	0	54	2 600 145	54	2 600 145
Î.P.-É	0	0	0	0	0	0	3	202 704	3	202 704
Terre-Neuve	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Canada atlantique	0	0	0	0	0	0	88	5 247 824	88	5 247 824
TOTAL	26	2 596 616	40	2 338 368	41	2 330 173	6 805	366 903 743	7 141	389 740 990

Tableau 4c

PPE par sociétés de fiducie et compagnies de prêt et d'assurance, et par province
Du 1^{er} avril 1995 au 31 mars 1996

Prêteur Province	Sociétés de fiducie, d'assurance et de prêt ayant consentis 2 330 000 \$ et plus de PPE						PPE consentis par l'ensemble des autres sociétés de fiducie, d'assurance et de prêt		Valeur totale des PPE consentis par l'ensemble des sociétés de fiducie, d'assurances et de prêt	
	Newcourt Credit Group Incorporated		GE Capital Canada Equipment Financing Inc.		GE Capital Quebec Equipment Financing Inc.		Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$				
C.-B.	201	13 832 072	25	3 012 142	0	0	3	147 211	229	16 991 425
Alberta	244	18 175 052	2	300 910	0	0	0	0	246	18 475 962
Saskatchewan	27	1 763 270	2	176 851	0	0	0	0	29	1 940 121
Manitoba	37	3 339 286	2	244 089	0	0	0	0	39	3 583 375
Ouest canadien	509	37 109 680	31	3 733 992	0	0	3	147 211	543	40 990 883
Ontario	320	28 503 559	83	9 402 704	2	312 684	25	2 443 437	430	40 662 384
T.N.-O.	1	45 288	0	0	0	0	0	0	1	45 288
Yukon	2	137 541	0	0	0	0	0	0	2	137 541
Ontario et territoires	323	28 686 388	83	9 402 704	2	312 684	25	2 443 437	433	40 845 213
Québec	153	13 111 366	0	0	73	10 592 510	28	1 469 912	254	25 173 788
N.-B.	19	1 808 513	17	1 743 560	0	0	1	93 142	37	3 645 215
N.-É.	23	2 304 095	24	2 620 439	0	0	0	0	47	4 924 534
Î.P.-É.	1	104 876	4	439 327	0	0	0	0	5	544 203
Terre-Neuve	10	919 091	0	0	0	0	0	0	10	919 091
Canada atlantique	53	5 136 575	45	4 803 326	0	0	1	93 142	99	10 033 043
TOTAL	1 038	84 044 069	159	17 940 022	75	10 905 194	57	4 153 702	1 329	117 042 927

Tableau 5

LOI SUR LES PRÊTS AUX PETITES ENTREPRISES - FICHE D'INFORMATION

Item	Avant le 1 ^{er} avril 1993	À compter du 1 ^{er} avril 1993	À compter du 1 ^{er} avril 1995
Taille maximum de l'entreprise	Revenu annuel de 2 000 000 \$	Revenu annuel de 5 000 000 \$	Revenu annuel de 5 000 000 \$
Montant maximum d'un PAE	100 000 \$ au total	250 000 \$ au total	250 000 \$ au total
Taux d'intérêt - variable - fixe	Taux préférentiel + 1% interdit	Pour les prêts à taux variable, taux préférentiel + 1 3/4 %. Pour les prêts à taux fixe, taux préférentiel 1 3/4 % de plus que le taux hypothécaire résidentiel pour le terme applicable.	Pour les prêts à taux variable, taux préférentiel + 3 %. Pour les prêts à taux fixe, taux préférentiel + 3 % de plus que le taux hypothécaire résidentiel pour le terme applicable.
Droits gouvernementaux initiaux	1 %	2 %, montant pouvant être ajouté au PPE.	2 % du montant pouvant être ajouté au PPE sans excéder le solde maximum de 250 000 \$. Frais d'administration de 1,25 % payable par le prêteur et «passé» à l'emprunteur via le taux d'intérêt.
Refinancement	Interdit	Jusqu'à 180 jours avant l'octroi du PPE.	Jusqu'à 180 jours avant l'octroi du PPE.
Pourcentage de financement permis	80 % pour le matériel 90 % pour terrains et bâtiments	100 % du coût de la totalité des éléments d'actif admissibles.	100 % du coût des actifs admissibles; 90% après le 31 décembre 1995.
Montant de la garantie de l'État	85 % de toute perte	90 % de toute perte subie.	90 % de toute perte subie; 85% pour les prêts accordés après le 31 décembre 1995.
Substitution et mainlevée des sûretés	Le prêteur peut donner une mainlevée sur les sûretés détenues mais devra maintenir, au cours du prêt, une sûreté adéquate pour le remboursement du prêt tout en étant conforme aux pratiques bancaires.	La substitution est permise à l'exclusion des sûretés personnelles non garanties.	A compter du 31 janvier 1995, substitution et mainlevée des actifs grevés sous des conditions spécifiques. Les sûretés personnelles non garanties sont exclues. Sous des conditions prescrites, le matériel grevé peut faire l'objet d'une mainlevée (pas de défaillance). Après 2 ans, solde en capital réduit conséquemment.
Durée maximum du prêt	10 ans	10 ans	10 ans
Entreprises exclues du programme	Finances, assurance, immobilier, professions, extraction de métaux et minéraux, matériaux non métalliques, production de pétrole et gaz naturel, entreprises agricoles et organismes à but non lucratif ou religieux	Entreprises agricoles et organismes de bienfaisance ou religieux.	Entreprises agricoles et organismes de bienfaisance ou religieux
Catégories de PPE	Terrains, locaux, matériel mobile, matériel fixe	Terrains, locaux, matériel, droits	Terrains, locaux, matériel, droits

Remarque: Pour les prêts octroyés après le 31 mars 1995, sera demandé un droit d'administration annuel de 1,25 %.